

9

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 12 FEVRIER 2002 CONCERNANT L'ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 1

La présente CCT s'applique aux employeurs et aux ouvrier(ère)s des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

CHAPITRE 1. Régime général

Article 2

- § 1. Il est octroyé une allocation complémentaire de sécurité d'existence aux chômeurs complets involontaires indemnisés qui n'entrent pas en ligne de compte pour la prépension conformément à la convention collective de travail conclue le 22 mai 2001 au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection et qui remplissent les conditions suivantes:
- 1) avoir été engagé avant le début de la période de chômage dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;
 - 2) pouvoir justifier:
 - soit d'une occupation ininterrompue de 5 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
 - soit d'une occupation de 10 ans au moins au cours des 15 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
 - 3) ne pas avoir été licencié pour motif grave;
 - 4) ne pas être devenu chômeur après une occupation comme travailleur frontalier.
- § 2. Il est octroyé une allocation complémentaire de sécurité d'existence aux travailleurs en incapacité de travail pour cause de maladie depuis au moins un an, au cas où ils remplissent les conditions suivantes :
- 1) être toujours lié par un contrat de travail à durée indéterminée;

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
05 -03- 2002	4/4/2002	N° 61949/10/2009

- 2) pouvoir justifier:
 - soit d'une occupation ininterrompue avec prestations effectives de 5 ans au moins, précédant immédiatement l'incapacité de travail, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
 - soit d'une occupation avec prestations effectives de 10 ans au moins au cours des 15 dernières années précédant l'incapacité de travail dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- 3) pouvoir fournir la preuve d'une reconnaissance d'invalidité, comme prévu à la loi sur l'assurance obligatoire pour soins médicaux, coordonnée le 14 juillet 1994.

Article 3

§ 1. Aux ayants droit, conformément à l'article 2 §1 de la présente convention collective de travail, les dispositions suivantes sont d'application.

1. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence n'est octroyée que lorsqu'il est prouvé que l'ayant droit a été chômeur indemnisé, conformément à l'article 2 §1, pendant une période ininterrompue de trois mois au moins.
S'il est satisfait à cette condition, l'ayant droit reçoit, selon sa catégorie d'âge, un montant forfaitaire de 123,95 Euros ou de 247,89 Euros. Les droits supplémentaires pour ces ayants droit sont fonction des conditions fixées aux points 2 et 3 ci-après.
2. Le montant maximal de l'allocation complémentaire de sécurité d'existence est fixé forfaitairement et est fonction de l'âge du travailleur au moment du licenciement.

L'allocation complémentaire maximum de sécurité d'existence est de :

- * 123,95 Euros pour les travailleurs licenciés âgés de moins de 30 ans au moment du licenciement ;
- * 247,89 Euros pour les travailleurs licenciés âgés entre 30 et 35 ans au moment du licenciement ;
- * 371,84 Euros pour les travailleurs licenciés âgés entre 35 et 40 ans au moment du licenciement ;
- * 619,73 Euros pour les travailleurs licenciés âgés entre 40 et 45 ans au moment du licenciement ;
- * 743,68 Euros pour les travailleurs licenciés âgés entre 45 et 50 ans au moment du licenciement ;

- * 1239,47 Euros pour les travailleurs licenciés âgés de plus de 50 ans au moment du licenciement et qui n'entrent pas en ligne de compte pour la prépension conventionnelle, conformément à la convention collective de travail conclue en commission paritaire de l'habillement et de la confection le 30 avril 1997.

Le montant précité de 1239,47 Euros est porté à 3718,40 Euros pour les travailleurs licenciés qui, hormis les conditions visées ci-dessus, peuvent en outre démontrer une ancienneté sectorielle de 20 ans au moment de leur licenciement.

3. Le montant forfaitaire maximum par paiement est de 247,89 Euros.

Pour les ayants droit de moins de 30 ans et ceux âgés entre 30 et 35 ans au moment du licenciement, le paiement du montant respectif de 123,95 Euros ou de 247,89 Euros constitue donc un règlement définitif.

Pour les ayants droit âgés de plus de 35 ans au moment du licenciement, il est octroyé un paiement forfaitaire de 247,89 Euros au maximum par période supplémentaire justifiée de 3 mois de chômage indemnisé ininterrompu jusqu'à ce que le droit dans la catégorie d'âge à laquelle ils appartiennent soit épuisé.

Pour les ayants droit âgés de plus de 50 ans et pour autant que l'âge légal de la pension n'ait pas été atteint, le même mode de paiement est appliqué jusqu'au moment où le montant total versé s'élève à 1239,47 Euros.

Si un solde subsiste, et pour autant que l'âge légal de la pension n'ait pas été atteint, il est octroyé un paiement forfaitaire de 247,89 Euros par an par période supplémentaire justifiée de 1 an de chômage indemnisé ininterrompu, jusqu'à ce que le droit maximum soit épuisé.

Seuls les ayants droit qui ont pu recourir au montant de 3718,40 Euros, visé au point 2 ci-avant et qui au moment de leur licenciement peuvent prouver une ancienneté sectorielle de 20 ans, peuvent en outre faire appel à un montant unique d'un maximum de 495,79 Euros, relatif à l'année au cours de laquelle l'âge de la pension légale est atteint et pour autant qu'un solde suffisant par rapport au montant maximum subsiste.

4. Il n'est pas octroyé de montants autres que les montants forfaitaires de 123,95 Euros, de 247,89 Euros ou de 495,79 Euros, c'est-à-dire qu'un travailleur qui peut justifier d'une période d'inactivité excédant la durée minimum mais non d'une période suffisamment longue pour un montant supérieur, n'aura pas droit à un montant supplémentaire.
5. Le fait d'atteindre l'âge minimum requis pour une catégorie d'âge supérieure, durant une période de paiement de l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, n'apporte pas de modifications au droit maximum de l'intéressé.

- § 2. Pour les ayants droit, conformément à l'article 2 §2 de la présente convention collective de travail, le montant de l'allocation complémentaire de sécurité d'existence est fixé forfaitairement à un montant unique de 495,79 Euro, quel que soit l'âge.

Article 4

- § 1. Le droit à l'allocation complémentaire de sécurité d'existence après licenciement n'est accordé qu'une seule fois au cours de la carrière du travailleur.

Ce principe s'applique aussi bien aux ouvriers et aux ouvrières qui puisent leurs droits dans la présente convention collective de travail qu'aux ouvriers et aux ouvrières qui ont déjà fait valoir leurs droits à l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, prévue par les conventions collectives de travail antérieures relatives à une allocation complémentaire de sécurité d'existence et qui ne sont plus applicables, à savoir celle du 14 avril 1987, rendue obligatoire par l'A.R. du 10 décembre 1987 et celle du 3 juillet 1991, une dernière fois modifiée par la convention collective de travail du 24 mars 1995.

- § 2. Des droits octroyés sur base des conventions collectives de travail citées dans le § 1 et qui ne sont plus en vigueur, à savoir celles du 14 avril 1987 et du 3 juillet 1991, une dernière fois modifiée par la convention collective de travail du 24 mars 1995, ne peuvent plus être invoqués pour des périodes de chômage ultérieures au 30 septembre 1997, excepté lorsque l'ayant droit est resté chômeur indemnisé de manière ininterrompue depuis la naissance du droit.

A partir du 1er octobre 1997, de nouveaux paiements dans le cadre de l'allocation complémentaire de sécurité d'existence ne peuvent plus s'effectuer que sur base de droits, résultant de l'application de la présente convention collective de travail.

- § 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 ci-avant, les travailleurs licenciés qui au moment de leur licenciement satisfont à toutes les conditions, fixées par la présente convention collective de travail peuvent, au cours de la durée de validité de cette convention, et suite à un deuxième licenciement, quand même faire appel à une allocation complémentaire de sécurité d'existence, dont le montant est calculé comme suit.

Le montant auquel les travailleurs visés dans ce paragraphe peuvent encore faire appel est limité à la différence entre le montant prévu pour leur catégorie, stipulé à l'article 3 de la présente convention collective de travail, diminué du montant total des allocations de sécurité d'existence déjà reçues au cours de leur carrière dans l'industrie de l'habillement et de la confection.

- § 4. Lorsque le travailleur licencié est âgé de plus de 50 ans au moment du licenciement, c'est le paragraphe 3 qui s'applique, indépendamment du nombre de fois que l'intéressé a été licencié au cours de sa carrière, mais en tenant compte du montant total des allocations de sécurité d'existence déjà reçues au cours de toute la carrière dans l'industrie de l'habillement et de la confection.

§ 5. Même en cas d'application des paragraphes 3 ou 4 ci-avant, une même période d'occupation ne peut jamais être prise en compte plus d'une fois pour le calcul des conditions d'ancienneté prévues à l'article 2 de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE 2. Régimes particuliers

Article 5

§ 1. Par dérogation aux articles 3 et 4 ci-avant et conformément à l'article 15 de la CCT sectorielle du 22 mai 2001 contenant l'accord de paix sociale 2001-2002, une allocation exceptionnelle complémentaire aux allocations de chômage sera accordée par le Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection aux ouvrier(ères) qui satisfont aux conditions cumulatives suivantes :

- être devenu chômeur involontairement à l'exception du licenciement pour faute grave;
- avoir atteint l'âge de 54 ans pendant la durée du contrat de travail et de la présente CCT;
- pouvoir prouver 40 ans de service contractuel ou assimilations reconnus par le Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection auprès d'un ou plusieurs employeurs ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection.

L'intéressé(e) doit soumettre au Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection tous les documents nécessaires qui peuvent appuyer sa demande pour obtenir l'allocation exceptionnelle concernée.

A défaut de suffisamment de journées de travail au sens de la législation sur la sécurité sociale, l'intéressé(e) devra déclarer les périodes éventuelles de suspension du contrat de travail afin de pouvoir faire valoir d'éventuelles assimilations.

§ 2. La condition d'emploi contractuel de 40 ans n'est pas remplie dès qu'une des situations mentionnées ci-après se présente :

- avoir été lié moins de 30 ans par un contrat de travail avec une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- avoir été lié moins de 35 ans par un contrat de travail;
- ne pas avoir exécuté dans sa carrière des prestations effectives de travail pendant plus de 5 ans pour des raisons autres que le chômage résultant de causes économiques au sens de l'article 51 de la loi du 3.7.1978 concernant les contrats de travail;
- avoir été absent du travail plus d'un an en raison d'incapacité de travail suite à une maladie durant les 5 ans qui ont précédés le licenciement.

§ 3. Le Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection peut statuer sur chaque dossier introduit, éventuellement après avoir demandé des informations complémentaires.

Article 6

Par dérogation aux articles 3 et 4 ci-avant et conformément à l'article 16 de la CCT sectorielle du 22 mai 2001 contenant l'accord de paix sociale 2001-2002, une allocation exceptionnelle complémentaire aux allocations de chômage ou aux allocations pour cause de maladie ou d'invalidité peut être octroyée par le Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection aux ouvriers et ouvrières s'il est satisfait aux conditions cumulatives suivantes:

- être devenu involontairement chômeur, malade ou invalide et avoir atteint l'âge de 52 ans au cours de la durée du contrat de travail et de cette CCT ;
- pouvoir démontrer d'une ancienneté de 25 ans d'emploi sous contrat de travail auprès d'un ou de plusieurs employeurs, ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- ne pas pouvoir être réinséré ou remplacé au niveau de l'entreprise ;
- soumettre une déclaration écrite du dernier employeur motivant les raisons médicales et/ou d'organisation de travail qui sont à la base du licenciement ;
- être reconnu en tant que "travailleur en difficulté" par le Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Le Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection définit les règles pour l'application de ces conditions.

Article 7

Le montant de l'allocation complémentaire, défini aux articles 5 et 6, vaut 74,37 Euro (3.000 FB) par mois sur une base de plein temps.

Cette allocation complémentaire peut être revue lorsque les législations sociales ou fiscales sont modifiées de manière à augmenter les coûts du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection.

CHAPITRE 3 Dispositions générales

Article 8

Les articles suivants sont applicables aussi bien pour le régime général du chapitre 1 de la présente CCT que pour les régimes particuliers du chapitre 2 de la présente CCT.

Article 9

Les chômeurs complets involontaires indemnisés, licenciés dans un emploi à temps partiel, ont droit à l'allocation complémentaire de sécurité d'existence aux mêmes conditions que les chômeurs complets involontaires, licenciés dans un emploi à temps plein, mais uniquement à concurrence du rapport entre le nombre d'heures de prestations prévues dans le contrat de travail et l'occupation à temps plein dans l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 10

Le formulaire de demande doit être introduit dans les 3 ans, à compter du premier jour de chômage indemnisé de l'intéressé, auprès du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, pour pouvoir prétendre à l'allocation complémentaire de sécurité d'existence.

Les demandes introduites après ce délai ne sont pas recevables.

Article 11

Seulement les litiges concernant les dispositions de la présente convention collective de travail peuvent être soumises au Conseil d'Administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Des demandes de dérogations des conditions stipulées à la présente convention collective de travail ne sont pas recevables.

Article 12

Si le système - tel que fixé par la présente convention collective de travail - pendant la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002 - donne lieu à un surplus de dépenses que les moyens de financement prévus - à savoir les cotisations au Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection à concurrence de 0,3 % de la masse salariale sectorielle - la présente convention collective de travail ne sera pas prolongée avec le même contenu après le 31 décembre 2002.

Article 13

Des négociations visant à octroyer des avantages supplémentaires en sus de l'allocation complémentaire de sécurité d'existence ne peuvent être imposées à une entreprise qui procède à des licenciements. Les représentants des travailleurs gardent la possibilité de demander des avantages extra-légaux.

Article 14

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} avril 2001 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2002.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 17 juin 1997 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, rendue obligatoire par arrêté royal du 11 juillet 2001, prolongé par la convention collective de travail du 28 avril 1999 et par la convention collective de travail du 22 mai 2001 contenant l'accord de paix sociale 2001-2002.

-----0-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 12 FEBRUARI 2002 BETREFFENDE DE
BIJKOMENDE UITKERING VOOR
BESTAANSZEKERHEID**

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeid(st)ers van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf.

HOOFDSTUK 1. Algemeen stelsel

Artikel 2

§ 1. Aan de volledig en onvrijwillig uitkeringsgerechtigde werklozen die niet in aanmerking komen voor het brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2001, wordt een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid toegekend indien zij voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1) vóór de aanvang van de werkloosheidsperiode tewerkgesteld geweest zijn met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd;
- 2) het bewijs kunnen voorleggen van :
 - hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 5 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf;
 - hetzij een tewerkstelling van minstens 10 jaar tijdens de laatste 15 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf;
- 3) niet ontslagen zijn om dringende redenen;
- 4) niet werkloos geworden zijn na een tewerkstelling als grensarbeider.

§ 2. Aan de arbeiders die sedert een ononderbroken periode van minstens een volledig jaar ziek zijn, wordt een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid toegekend, indien zij

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	
05 -03- 2002	414/2002	NR. Nº 67949/00/109

voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. nog verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd;
2. het bewijs kunnen voorleggen van :
 - hetzij een ononderbroken tewerkstelling met minstens 5 jaar effectieve prestaties vóór de aanvang van de ziekte in één of meerdere ondernemingen, ressorterend onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf;
 - hetzij een tewerkstelling met minstens 10 jaar effectieve prestaties tijdens de laatste 15 jaar vóór de aanvang van de ziekte in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf;
3. het bewijs kunnen voorleggen van erkenning in de staat van invaliditeit zoals bedoeld in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Artikel 3

§ 1. Op de rechthebbenden, overeenkomstig artikel 2 § 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, zijn de volgende bepalingen van toepassing.

1. De bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid wordt slechts toegekend indien bewezen wordt dat de rechthebbende overeenkomstig artikel 2 § 1 minimum drie maanden ononderbroken uitkeringsgerechtigd werkloos is.
Indien aan deze voorwaarde voldaan is, ontvangt een rechthebbende naargelang de leeftijdscategorie een forfaitair bedrag van 123,95 Euro of 247,89 Euro. Bijkomende rechten voor deze rechthebbenden zijn afhankelijk van de voorwaarden bepaald bij de hierna volgende punten 2 en 3.
2. Het maximaal bedrag van de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid wordt forfaitair vastgesteld volgens de leeftijdscategorie van de werknemer op het ogenblik van het ontslag.

De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt :

- 123,95 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het ontslag jonger dan 30 jaar zijn;
- 247,89 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het ontslag tussen 30 en 35 jaar oud zijn;
- 371,84 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het ontslag tussen 35 en 40 jaar oud zijn;
- 619,73 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het

ontslag tussen 40 en 45 jaar oud zijn;

- 743,68 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het ontslag tussen 45 en 50 jaar oud zijn;
- 1239,47 Euro voor ontslagen werknemers die op het ogenblik van het ontslag ouder dan 50 jaar zijn en die niet in aanmerking komen voor het conventioneel brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijfgesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1997;

Het voornoemde bedrag van 1239,47 Euro wordt op 3718,40 Euro gebracht voor de ontslagen werknemers die, behalve aan de hoger bedoelde voorwaarden, bovendien een sectoranciënniteit van 20 jaar kunnen bewijzen op het ogenblik van hun ontslag.

3. Het maximale forfaitaire bedrag per uitbetaling bedraagt 247,89 Euro.

Voor de rechthebbenden jonger dan 30 jaar en tussen 30 en 35 jaar op het ogenblik van het ontslag is de uitbetaling van het bedrag van respectievelijk 123,95 Euro of 247,89 Euro aldus een definitieve afrekening.

Voor de rechthebbenden ouder dan 35 jaar op het ogenblik van het ontslag wordt per bewezen bijkomende periode van 3 maanden ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid een forfaitaire uitbetaling van maximum 247,89 Euro toegekend tot het recht in de leeftijdscategorie waartoe zij behoren, uitgeput is.

Voor de rechthebbenden ouder dan 50 jaar en voor zover de wettelijke pensioenleeftijd niet werd bereikt, wordt dezelfde betalingswijze toegepast tot op het ogenblik dat het totaal uitbetaalde bedrag 1239,47 Euro bedraagt.

Indien er nog een saldo overblijft, en voor zover de wettelijke pensioenleeftijd niet werd bereikt, wordt vervolgens per bewezen bijkomende periode van 1 jaar ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid een forfaitaire uitbetaling van 247,89 Euro per jaar toegekend, tot het maximaal recht uitgeput is.

Enkel de rechthebbenden, die aanspraak konden maken op het verhoogde bedrag van 3718,40 Euro, bedoeld in punt 2 hiervoor en die op het ogenblik van hun ontslag een sectoranciënniteit van 20 jaar kunnen bewijzen, kunnen bovendien, met betrekking tot het jaar waarin de wettelijke pensioenleeftijd wordt bereikt, en voor zover er nog voldoende saldo overblijft ten opzichte van het maximaal bedrag, aanspraak maken op een éénmalig bedrag van maximaal 495,79 Euro.

4. Er worden geen andere dan de forfaitaire bedragen van 123,95 Euro, 247,89 Euro of 495,79 Euro toegekend, d.w.z. dat een werknemer die een langere inactiviteitsduur dan de vereiste minimumduur kan bewijzen doch een niet voldoende lange periode voor een hoger bedrag, geen recht zal hebben op een bijkomend bedrag.

5. Het bereiken van de minimumleeftijd, vereist voor een hogere leeftijdscategorie, tijdens een periode van uitkering van de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, veroorzaakt geen wijziging aan het maximaal recht van belanghebbende.

§ 2. Voor de rechthebbenden, overeenkomstig artikel 2 § 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt het bedrag van de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid forfaitair vastgesteld op een éénmalig bedrag van 495,79 Euro, ongeacht de leeftijd.

Artikel 4

§ 1. Het recht op een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid na ontslag wordt slechts éénmaal toegekend tijdens de loopbaan van de werknemer.

Dit principe geldt zowel voor de arbeid(st)ers die hun rechten putten uit onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst als voor de arbeid(st)ers die reeds rechten hebben laten gelden op de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, voorzien bij eerdere, niet meer van toepassing zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, met name deze van 14 april 1987, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 december 1987 en deze van 3 juli 1991, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 24 maart 1995.

§ 2. Rechten toegekend op grond van de in § 1 bedoelde niet meer van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten van 14 april 1987 en van 3 juli 1991, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 24 maart 1995, kunnen niet meer worden ingeroepen voor periodes van werkloosheid na 30 september 1997, behalve wanneer de rechthebbende sedert het ontstaan van het recht ononderbroken uitkeringsgerechtigd werkloos is gebleven.

Vanaf 1 oktober 1997 kunnen nieuwe uitbetalingen in het kader van de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid enkel nog gebeuren op grond van rechten, ontstaan uit de toepassing van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 hiervoor kunnen, tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst ontslagen werknemers die op het ogenblik van hun ontslag voldoen aan alle voorwaarden, bepaald bij deze collectieve arbeidsovereenkomst, ingevolge een tweede ontslag toch aanspraak maken op een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, waarvan het bedrag wordt berekend als volgt.

Het bedrag waarop de in deze paragraaf bedoelde werknemers eventueel nog kunnen aanspraak maken wordt beperkt tot het verschil tussen het in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voor hun categorie voorziene bedrag, verminderd met het totaal bedrag van eerder genoten bijzondere uitkeringen voor bestaanszekerheid tijdens hun loopbaan in de kleding- en confectienijverheid.

§ 4. Wanneer de ontslagen werknemer op het ogenblik van het ontslag ouder is dan 50 jaar dan wordt paragraaf 3 hiervoor toegepast, ongeacht het aantal maal dat betrokkene tijdens zijn loopbaan werd ontslagen, maar wél rekening houdend met het totaal bedrag van de eerder

genoten bijkomende uitkeringen voor bestaanszekerheid tijdens de gehele loopbaan in de kleding- en confectienijverheid.

- § 5. Zelfs in geval van toepassing van de paragrafen 3 of 4 hiervoor kan, voor de berekening van de in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voorziene anciënniteitsvoorwaarden, eenzelfde periode van tewerkstelling nooit meer dan éénmaal in aanmerking worden genomen.

HOOFDSTUK 2. Bijzondere stelsels

Artikel 5

§ 1.

In afwijking van de artikelen 3 en 4 hiervoor en overeenkomstig artikel 15 van de sectoriele CAO van 22 mei 2001, houdende akkoord van sociale vrede 2001-2002, zal een bijzondere aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering worden toegekend door het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding en confectienijverheid aan arbeid(st)ers die voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

- Onvrijwillig werkloos geworden zijn, met uitsluiting van ontslag om dringende redenen.
- De leeftijd van 54 jaar hebben bereikt tijdens de duurtijd van de arbeidsovereenkomst en deze CAO.
- 40 jaar contractuele tewerkstelling of gelijkstellingen aanvaard door de Raad van Bestuur van het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding en confectienijverheid kunnen aantonen bij één of meerdere werkgevers, ressorterend onder het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf.

De belanghebbende dient aan het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding- en Confectienijverheid alle noodzakelijke documenten voor te leggen die zijn of haar aanspraak op de bedoelde bijzondere uitkering kunnen staven.

Bij gebrek aan de nodige arbeidsdagen in de zin van de sociale zekerheidswetgeving zal de belanghebbende de eventuele perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst dienen aan te geven, teneinde eventuele gelijkstellingen te kunnen laten gelden.

§2

Aan de voorwaarde van 40 jaar contractuele tewerkstelling is niet voldaan zodra één van de hierna volgende situaties zich voordoet :

- Minder dan 30 jaar verbonden geweest zijn door een arbeidsovereenkomst met één of meer ondernemingen ressorterend onder het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf ;
- Minder dan 35 jaar verbonden geweest zijn door een arbeidsovereenkomst;
- Meer dan 5 jaar in de loopbaan geen effectieve arbeidsprestaties hebben verricht om

redenen, andere dan werkloosheid om economische redenen in de zin van artikel 51 van de wet van 03.07.1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

- Meer dan één jaar afwezigheid op het werk wegens arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte tijdens de vijf jaar voorafgaand aan het ontslag.

§3

De Raad van Bestuur van het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding- en Confectienijverheid kan beslissen over elk ingediend dossier, desgevallend na bijkomende inlichtingen te hebben opgevraagd.

Artikel 6

In afwijking van de artikelen 3 en 4 hiervoor en overeenkomstig artikel 16 van de sectoriele CAO van 22 mei 2001, houdende akkoord van sociale vrede 2001-2002, kan een bijzondere aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering of bij de uitkering wegens ziekte of invaliditeit worden toegekend door het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding- en Confectienijverheid aan sommige **arbeid(st)ers** indien is voldaan aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

- Onvrijwillig werkloos, ziek of invalide geworden zijn en de leeftijd van 52 jaar hebben bereikt tijdens de duurtijd van de arbeidsovereenkomst en deze CAO.
- Een anciënniteit van 25 jaar contractuele tewerkstelling kunnen aantonen bij één of meerdere werkgevers, ressorterend onder het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf.
- Niet herinschakelbaar of herplaatsbaar zijn op het vlak van de onderneming.
- Een schriftelijke verklaring van de laatste werkgever voorleggen waarin deze de medische en/of arbeidsorganisatorische redenen motiveert die aan de grondslag liggen van het ontslag.
- Erkend worden als "werknemer in moeilijkheden" door de Raad van Bestuur van het Sociaal waarborgfonds voor de Kleding en Confectienijverheid.

De Raad van Bestuur van het Sociaal Waarborgfonds voor de Kleding- en Confectienijverheid bepaalt de regels voor de toepassing van deze voorwaarden.

Artikel 7

Het bedrag van de aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 5 en 6, bedraagt 74,37 Euro (3.000 BEF) per maand op voltijdse basis.

Deze aanvullende vergoeding kan herzien worden wanneer de sociale of fiscale wetgeving wijzigen en aldus de kosten voor het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding en Confectienijverheid toenemen.

HOOFDSTUK 3. Algemene bepalingen

Artikel 8

De hierna volgende artikelen hebben zowel betrekking op het algemeen stelsel in hoofdstuk 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst als op de bijzondere stelsels in hoofdstuk 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 9

Volledig en onvrijwillig uitkeringsgerechtigde werklozen die ontslagen werden uit een deeltijdse betrekking hebben onder dezelfde voorwaarden recht als volledig en onvrijwillig werklozen die ontslagen werden uit een voltijdse betrekking doch slechts ten belope van de verhouding tussen het aantal uren prestaties vermeld in de arbeidsovereenkomst en de voltijdse tewerkstelling in het kleding- en confectiebedrijf.

Artikel 10

Het aanvraagformulier moet binnen de 3 jaar, te rekenen vanaf de eerste vergoede werkloosheidsdag van belanghebbende, ingediend worden bij het Sociaal Waarborgfonds van de kleding- en confectienijverheid om recht te verkrijgen op de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid.

Aanvragen die na deze termijn worden ingediend, zijn onontvankelijk.

Artikel 11

Alleen betwistingen in verband met de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen voorgelegd worden aan de Raad van Bestuur van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid.

Verzoeken tot afwijking van de voorwaarden bepaald bij onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst zijn niet ontvankelijk.

Artikel 12

Indien het stelsel - zoals het in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt bepaald - van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 aanleiding geeft tot meer uitgaven dan de voorziene financieringsmiddelen - zijnde de bijdragen aan het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid ten belope van 0,3 % op de sectoriële loonmassa - zal onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst niet verlengd worden na 31 december 2002 met dezelfde inhoud.

Artikel 13

Onderhandelingen betreffende het toekennen van bijkomende voordelen bovenop de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid mogen niet opgelegd worden aan een onderneming die tot ontslagen overgaat.

De werknemersvertegenwoordigers behouden de mogelijkheid bovenwettelijke voordelen te vragen.

Artikel 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juni 1997 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 juli 2001, verlengd bij Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 april 1999, en bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 22 mei 2001, houdende akkoord van sociale vrede 2001-2002.

-----0-----